

Fondée par
Charles Rousseau †
Professeur honoraire
à la Faculté de droit
de Paris

BIBLIOTHÈQUE
DE DROIT
INTERNATIONAL
ET COMMUNAUTAIRE
TOME 123

Dirigée par
Alain Pellet et
Patrick Daillier
Professeurs à l'Université
de Paris X - Nanterre

LES AUTORISATIONS DONNÉES PAR LE CONSEIL DE SÉCURITÉ DES NATIONS UNIES À DES MESURES MILITAIRES

Nils Kreipe

Préface de
Alain Pellet

Prix Harry Westermann
de la faculté de droit de l'Université de Münster 2005

L.G.D.J

lextenso éditions

Fondée par
Charles Rousseau †
Professeur honoraire
à la Faculté de droit
de Paris

BIBLIOTHÈQUE
DE DROIT
INTERNATIONAL
ET COMMUNAUTAIRE
TOME 123

Dirigée par
Alain Pellet et
Patrick Daillier
Professeurs à l'Université
de Paris X - Nanterre

En « autorisant » des États d'user de « tous les moyens nécessaires », comme il l'a fait lors de la deuxième « Guerre du Golfe » (de 1990), le Conseil de sécurité ne renonce pas à ses prérogatives au profit des États. Au contraire, le Conseil se sert des États pour mettre en œuvre ses propres compétences opérationnelles.

Ainsi, ces « autorisations » ne constituent pas une exception à l'interdiction du recours à la force dans les relations internationales. L'article 2, paragraphe 4, de la Charte, constitue une véritable confiscation du pouvoir de contrainte militaire au profit du Conseil de sécurité. En vertu de la Charte, le Conseil dispose d'un monopole de la contrainte militaire. N'ayant jamais été doté des moyens pour « faire la guerre », le Conseil doit se servir des États comme exécutants pour mener à bien des mesures coercitives. Les « autorisations » s'apparentent donc à un mandat de droit public.

La crise du Kosovo, les réactions au non-respect par l'Irak de la résolution 687 (1991) et la troisième Guerre du Golfe (de 2002) montrent que le Conseil de sécurité pourrait accorder un tel mandat implicitement. L'analyse de ces affaires montre également qu'on aurait tort de parler de l'émergence d'une nouvelle exception au principe de l'interdiction du recours à la force militaire. En effet, pour se justifier, les États intéressés ont toujours invoqué un prétendu mandat du Conseil.



9 782275 034539

ISBN 978-2-275-03453-9

www.lextenso-editions.fr

Prix : 38 €

SOMMAIRE

Introduction

PREMIÈRE PARTIE : L'« AUTORISATION EXPLICITE » DE MESURES MILITAIRES

Chapitre 1 – Le régime des mesures militaires dans la Charte – le principe envisagé, ses applications envisageables

Chapitre 2 – L'archétype de l'opération militaire autorisée : la « Guerre du Golfe »

SECONDE PARTIE : L'HYPOTHÈSE DE L'AUTORISATION IMPLICITE – L'ÉMERGENCE D'UNE EXCEPTION À L'INTERDICTION DE LA MENACE ET DU RECOURS À LA FORCE OU MANDAT IMPLICITE ?

Chapitre 1 – L'affaire du Kosovo et les insuffisances de l'hypothèse de la règle émergente fondant des mesures militaires unilatérales sur une « autorisation implicite »

Chapitre 2 – L'affirmation du mandat implicite dans l'affaire de la mise en œuvre de la résolution 687 (1991)

Conclusion